



Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD)

Avis relatif à un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 mars 1999 relatif aux normes de produits pour les emballages

- demandé par le ministre de l'Environnement, Monsieur Bruno Tobback, dans une lettre reçue le 12 avril 2006
- préparé par le biais d'une procédure écrite par le groupe de travail *normes de produits*
- approuvé par l'assemblée générale le 23 mai 2006 (cf. annexe 1)¹
- la langue originale de cet avis est le néerlandais

1. Situation

- [1] Le présent avis a été demandé dans un délai de 1 mois, soit pour le 12 mai 2006. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis renvoie à l'arrêté royal (AR) du 25 mars 1999 relatif aux normes de produits pour les emballages, transposant en droit belge la directive européenne sur les emballages² (directive 94/62/CE). Le conseil avant déjà été consulté en juillet 2002 au sujet de cet AR, lorsqu'il a fait l'objet de la première adaptation à deux dispositions européennes. Le conseil a émis, le 15 octobre 2002³, son avis relatif à l'adaptation des dispositions pour les caisses en plastique et les palettes en plastique eu égard aux niveaux de concentration en métaux lourds et aux emballages en verre.
- [2] Une deuxième adaptation de l'AR de 1999 a été apportée en 2005 transposant d'une part la directive européenne⁴ amendant la directive relative aux emballages et, d'autre part, une disposition⁵ arrêtant le système d'identification des matériaux d'emballage. Cette

¹ 5 des 32 membres présents et représentés (voir annexe 1) se sont abstenus : A. Panneels (président et vice-présidents), Christian Rousseau (représentant des organisations de défense des consommateurs), J. Decrop, F. Maes (représentant d'organisations des travailleurs) et J.-P. van Ypersele de Strihou (représentant du monde scientifique).

³ des 32 membres présents et représentés ont voté contre: G. De Schutter (représentant des organisations environnementales), Catherine Rousseau (représentant des organisations de défense des consommateurs), D. Van Daele (représentant d'organisations des travailleurs).

² Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages

³ Cet avis peut être consulté sur www.frdo.be.

L'arrêté royal du 25 mars 1999 portant fixation de normes de produits pour les emballages, modifié par les arrêtés royaux du 15 mai 2003 (M.B., 18/6/2003).

⁴ Directive 2004/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 modifiant la directive 94/62/CE.

⁵ Disposition 97/129/CE de la Commission du 28 janvier 1997 établissant le système d'identification des matériaux d'emballage, conformément à la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages



adaptation, réalisée par l'AR du 21 octobre 2005, n'avait pas été soumise pour avis au conseil, mais lui avait été uniquement présentée à titre informatif⁶.

2. Projet d'arrêté royal soumis pour avis

- [3] Le projet d'arrêté royal vise à reformuler l'art. 2 de l'AR du 25 mars 1999.

L'art. 2 de cet AR prévoit :

“En vue de faciliter la collecte, la réutilisation et la valorisation, y compris le recyclage, les emballages indiquent la nature des matériaux d'emballage utilisés afin d'en permettre l'identification et la classification par le secteur concerné, conformément à l'annexe du présent arrêté.”

- [4] La proposition de modification par le projet d'AR prévoit : “art. 2. Dans le cas où la nature des matériaux d'emballage utilisés est indiquée sur les emballages afin d'en permettre l'identification et la classification par le secteur concerné, en vue de faciliter la collecte, la réutilisation et la valorisation, y compris le recyclage, ceci s'exécutera conformément à l'annexe du présent arrêté.”

3. Remarques générales du CFDD

- [5] Le conseil aboutit à la constatation selon laquelle l'amendement proposé stipulera clairement, dans la formulation de l'article 2, que la spécification, sur l'emballage, de la nature des matériaux d'emballage utilisés constitue un acte volontaire. Bien que l'article 2 existant suive la formulation de la directive, l'AR ne mentionne nullement que le système d'identification est un système volontaire. La disposition 97/129/CE arrêtant le système d'identification pour les matériaux d'emballage précise néanmoins que le système d'identification est appliqué de manière volontaire, en première instance, et qu'il sera apprécié ultérieurement si ce système deviendra contraignant.
- [6] Le conseil estime que l'amendement proposé permet de clarifier la situation et d'aligner l'AR sur la disposition 97/129/CE. Le conseil recommande de renvoyer dès lors également à cette disposition dans les considérations du projet d'AR.
- [7] Le conseil se demande si cette adaptation de l'actuel projet d'AR n'aurait pas pu être évitée, si l'avis du conseil avait été demandé au sujet de l'AR du 21 octobre 2005 ayant transposé la directive 2004/12/CE et la disposition 97/129/CE. La possibilité d'introduire une demande d'avis relative à des AR qui ne constituent qu'une transposition des dispositions minimales de mesures d'harmonisation adoptées à l'échelon européen continue d'exister, en vertu de la loi relative aux normes de produits (cf. note de bas de page 5), et doit être envisagée si elle concerne des directives imposant des définitions d'interdictions substantielles ou des interdictions, de sorte que les parties prenantes puissent être consultées activement à ce sujet.

⁶ La loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé stipule à l'art. 19§ 2 à ce sujet : “Pour les décisions résultant d'une simple transposition des dispositions minimales des mesures d'harmonisation sur le plan européen, les consultations mentionnées au § 1er ne sont pas obligatoires, mais celles-ci seront portées à la connaissance des Conseils mentionnés au § 1er. Les projets d'arrêtés royaux qui concrétisent la marge politique prévue par la directive ou qui contiennent d'autres éléments que ceux nécessaires pour la transposition de la directive, doivent quand même être soumis pour avis.”



Annexe 1. Nombre de membres présents et représentés ayant voix délibérative lors de l'assemblée générale du 23 mai 2006

- Les 4 président et vice-présidents:
T. Rombouts, A. Panneels, J.-Y. Saliez, C. Ven.
- 5 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la protection de l'environnement:
R. de Schaetzen (Natagora), G. De Schutter (World Wide Fund for Nature - Belgium), T. Snoy (Inter-Environnement Wallonie), W. Trio (Greenpeace Belgium), J. Turf (Bond Beter Leefmilieu).
- 5 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la coopération au développement:
B. Bode (Broederlijk Delen), G. Fremout (VODO), B. Gloire (Oxfam-Solidarité), J.-M. Swalens (ACODEV), O. Ze (CNCD).
- Les 2 représentant des organisations non-gouvernementales de défense des intérêts des consommateurs:
Catherine Rousseau (CRIOC), Christian Rousseau (Test-Achats)
- 3 des 6 représentants des organisations des travailleurs:
J. Decrop (Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique), F. Maes (Algemeen Belgisch Vakverbond), D. Van Daele (Fédération Générale du Travail de Belgique)
- Les 6 représentants des organisations des employeurs:
A. Nachtergaele (Federatie Voedingsindustrie), *G. Vancronenburg (Verbond der Belgische Ondernemingen)*, I. Chaput (Fédération des Industries Chimiques de Belgique), M.-L. Semaille (Fédération wallonne de l'agriculture), P. Vanden Abeele (Unie van Zelfstandige Ondernemers), A. Deplae (Union des Classes Moyennes).
- 1 des 2 représentants des producteurs d'énergie:
F. Schoonacker (Samenwerkende Venootschap voor Productie van Elektriciteit-SPE)
- les 6 représentants des milieux scientifiques:
M. Carnol (Université de Liège), R. Ceulemans (Universiteit Antwerpen), L. Helsen (Katholieke Universiteit Leuven), D. Lesage (Universiteit Gent), J.-P. van Ypersele de Strihou (Université Catholique de Louvain), E. Zaccà (Université Libre de Bruxelles)

Total: 32 des 38 membres ayant voix délibérative

Remarque: les noms des personnes qui ne sont pas encore nommées en tant que membres du conseil sont notés en italique.

Annexe 2. Réunions de préparation de cet avis

Le groupe de travail normes de produits a suivi une procédure écrite pour établir le projet d'avis.

Annexe 3. Personnes ayant collaboré à la préparation de cet avis.

Membres avec voix délibérative et leurs représentants

- E. Borgo (BBL)
- B. Fremault (VBO)
- F. Boutry (Inter-Environnement Wallonie)

Membres sans voix délibérative et leurs représentants

- D. Misonne (FUSL) – vice-présidente du groupe de travail *normes de produits*

Secrétariat

- S. Hugelier